



Dani Rodrik

Nations et mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé

Paris, La Découverte, 2009, 190 p.

Vingt ans après la mise en œuvre du « consensus de Washington » (1990), quel bilan peut-on tirer des principes de « bonne gouvernance » imposés par les institutions économiques internationales aux pays du Sud ? Comment ces principes ont-ils été appliqués et avec quels résultats en matière de développement ? Et quelles conclusions s'en dégagent à propos de la mondialisation ? C'est à ces questions qu'entend répondre cet ouvrage, le premier traduit en français de Dani Rodrik, professeur d'économie politique internationale à l'université Harvard. Il s'agit en fait de la réunion de quatre articles publiés entre 2001 et 2007, ce qui pouvait laisser craindre un livre disparate. Il n'en est rien : les textes, bien traduits, se complètent parfaitement et la thèse de l'auteur s'affirme avec clarté. L'ensemble est ni rapiécé ni décousu et la meilleure façon d'en rendre compte est de tirer le fil, en 13 points, de ce beau tissu argumentatif.

1 - Tout d'abord, nous rappelle l'auteur, les politiques de développement ont toujours eu leurs modes et leurs toques, insistant sur la planification et l'industrialisation dans les années 1950-60, sur les systèmes de prix dans les années 1970, puis sur le libre-échange depuis la fin des années 1980 jusqu'à aujourd'hui.

2 - Ainsi, l'actuel « consensus de Washington » considère que la meilleure voie de développement passe par l'ouverture des économies domestiques aux marchés extérieurs, au commerce international et aux capitaux étrangers.

3 - Or, les pays qui se sont le plus strictement conformés à ces règles (Mexique, Argentine, Brésil, Colombie, Bolivie, Pérou, Salvador, etc.) sont ceux qui ont le plus souffert, la mondialisation financière ne leur ayant pas permis d'augmenter leur épargne et d'accroître leur niveau d'investissement.

4 - À l'inverse, les pays qui se sont éloignés de ces principes en se protégeant, en maintenant des barrières non tarifaires et des niveaux élevés de tarifs douaniers, ont connu une croissance forte (Inde, Chine, Vietnam, Corée du sud, Taïwan, etc.).

5 - En résumé, les recommandations standard ne présentent qu'une faible corrélation avec les performances économiques réelles. Sur les vingt dernières années, les pays qui attirent les capitaux étrangers affichent des performances médiocres, et inversement.

6 - D'où proviennent de telles contradictions ? Du fait que tout n'est pas économique dans l'économie, et que le catéchisme imposé par certaines élites des pays riches oublie l'importance des variables politiques et institutionnelles : élections, droit, justice, monnaie, budget, administrations, systèmes de valeurs, espace public, etc. Les échanges et les capitaux ne peuvent à eux seuls créer de la croissance, en l'absence de réformes démocratiques, de débat et de délibération.

7 - Les États-Unis et l'Union européenne sont de beaux exemples, exceptionnels, de l'harmonisation juridique et de l'intégration en profondeur des systèmes politiques et sociaux, capables de tirer le meilleur profit de la mondialisation. Les marchés ne peuvent se créer, se réguler et se légitimer sans de puissantes institutions qui les garantissent.

8 - La grande majorité des autres pays, condamnés à des modes d'intégration plus superficiels, vivent dans des univers institutionnels de second choix. Deux cas se présentent alors. Lorsque ces pays appliquent mécaniquement les principes définis par le Nord, ils se révèlent incapables de gérer les problèmes engendrés par l'ouverture financière et commerciale (Amérique latine). Lorsqu'ils agissent avec discernement, en adaptant ou contournant les remèdes standard, leur voie non conventionnelle est facteur de croissance (Asie).

9 - Au total, il n'existe de bonne économie que dans un contexte donné. Les raisonnements néoclassiques ne deviennent vertueux qu'à certaines conditions institutionnelles. Les stratégies de croissance qui réussissent reposent sur la meilleure utilisation possible de ce que le pays possède, et non sur le désir de ce dont il est dépourvu. La pensée économique doit donc prôner une « stratégie du diagnostic » s'intéressant aux contraintes propres à chaque situation nationale.

10 - Cette manière de voir renforce la marge de manœuvre ainsi que la responsabilité du politique : tout l'art de la réforme consiste non pas à plaquer la vulgate de l'économisme dominant, mais à faire des choix pertinents nécessitant audace, créativité et expérimentation.

11 - À l'échelle supranationale, les gains de la libéralisation accrue des biens et des capitaux resteront médiocres aussi longtemps que le monde demeurera fragmenté politiquement et que les coûts de transaction résultant des discontinuités juridiques et institutionnelles empêcheront toute intégration économique en profondeur.

12 - Ce constat ne doit pas nous amener à faire machine arrière car les pertes qu'entraînerait l'abandon de la mondialisation s'avèreraient catastrophiques. Les problèmes du monde ne viennent pas d'une libéralisation insuffisante, mais du décalage entre l'agenda de cette libéralisation et la faiblesse de ses fondements institutionnels. Seule la construction d'espaces publics de bonne qualité, dans les pays émergents, leur permettra de se rapprocher des niveaux de vie des pays avancés.

13 - Au fond, est-ce parce que nous comprenons si peu les mécanismes de la croissance que nous en parlons autant ? Le mieux ne serait-il pas, alors, de cesser de s'accrocher à de grandes idées ? Non, réplique l'auteur, car nous ne pouvons abandonner nos désirs d'expliquer la réalité et de changer le monde, mais reconnaissons au moins que ces grandes idées doivent toujours s'alimenter de connaissances localisées.

Voici le fil solide qui tisse ce livre, de belle étoffe intellectuelle, indispensable à la compréhension de l'articulation entre développement et mondialisation. Il confirme la place de Dani Rodrik parmi les économistes les plus intéressants du moment. On ne peut qu'attendre avec impatience de nouvelles traductions pour le faire mieux connaître du public français.

Bruno Hérault
Sous-Directeur
Centre d'études et de prospective
MAAPRAT
bruno.herault@agriculture.gouv.fr